

1. ajuster les politiques agricoles en fonction des lois du marché;
2. éviter que le soutien apporté au secteur agricole n'encourage la production, c'est-à-dire soutenir les fermiers et non pas la production agricole;
3. geler et chercher à réduire les mesures d'aide gouvernementale qui faussent les cours mondiaux;
4. éviter d'imposer de nouvelles barrières à l'importation qui ne soient pas prévues par la législation actuelle;
5. mettre en oeuvre ces principes fondamentaux selon une approche collective.

M. Willy De Clercq des Communautés européennes a formulé une approche similaire à la position adoptée par le Canada à Taupo. M^{me} Carney a déclaré à ce sujet: "Il est encourageant de constater que les Communautés européennes ont parcouru un long chemin pour reconnaître que la réforme agricole doit être abordée de façon positive et collective au sein de l'OCDE et au Sommet."

Les États-Unis et le Japon ont également indiqué leur intention de s'attaquer à la crise de l'agriculture dans le cadre de l'OCDE et du Sommet.

L'engagement du Canada à l'égard d'un progrès rapide des questions agricoles a été démontré l'an dernier par le premier ministre Brian Mulroney qui a porté l'affaire à l'attention internationale lors du Sommet de Tokyo.

En outre, l'initiative du Canada d'accueillir le Groupe de Cairns des exportateurs agricoles loyaux à Ottawa du 21 au 23 mai prochain, à mi-chemin entre la réunion ministérielle de l'OCDE et le Sommet de Venise, reflète le rôle de premier plan que le Canada se donne dans la recherche de solutions à la grave situation du commerce agricole.

"Nous nous réunissons tous les quatre en une période de grande tension internationale", a déclaré M^{me} Carney. "Le monde a besoin de voir que nous avons la volonté politique de faire face à ces problèmes. La réunion de l'OCDE et le Sommet sont des occasions de montrer au monde que nous nous attaquons à ces problèmes dans le cadre du GATT."